

## Sommaire

<b>Élections régionales – Offre nationale du PCF .....</b>	<b>1</b>
Offre politique nationale du Parti communiste français pour les élections régionales.....	1
Rapport de Marie-George Buffet devant le conseil national.....	4
Déclaration du Front de gauche (PCF, PG, GU) .....	11
Modalités de la consultation des communistes pour les élections régionales.....	12
<b>Actualité.....</b>	<b>13</b>
Mur de Berlin – 20 ans après, les défis d'un nouveau monde.....	13
<b>Vie du Parti .....</b>	<b>14</b>
Commission santé .....	14
PCF Ile de France : transports.....	14
LEM .....	14
<b>Communication.....</b>	<b>15</b>
Communiqués de presse .....	15
Aide à la communication de proximité .....	15
Bulletin Idées .....	17

## ÉLECTIONS REGIONALES – Offre nationale du PCF

---

### Offre politique nationale du Parti communiste français pour les élections régionales

Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important.

Elles vont décider des orientations politiques dans les régions, un échelon territorial dont l'importance n'a cessé de grandir, et elles constitueront la dernière occasion donnée à l'ensemble des électrices et des électeurs de s'exprimer sur la politique conduite dans le pays avant 2012.

Elles se préparent dans une situation politique en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes. Des urgences auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses.

La crise capitaliste s'aggrave lourdement depuis un an. Chômage, à caractère massif pour les jeunes, fermetures d'usines, plans de licenciements, inégalités et pauvreté, remise en cause des droits des femmes, détresse au travail, atteintes aux libertés, mal-vie dans les quartiers, crise agricole et alimentaire, alertes écologiques... tous les clignotants sont au rouge.

Loin de combattre la crise, la politique de Nicolas Sarkozy et de sa majorité UMP, étale son indécence, en se révélant aux yeux d'un nombre grandissant de Françaises et de Français pour ce qu'elle est : une politique injuste et égoïste au service de la seule classe dominante, des privilèges de l'argent, et des logiques de rentabilité.

Cette politique développe d'énormes contradictions. Des fonds publics considérables sont mobilisés au profit des actionnaires, des banques et des grands groupes sans aucune contre-partie pour l'emploi, les salaires et les qualifications. Cet argent nourrit la relance de la spéculation sans que soient traitées les causes de la crise. Cela prépare une récession plus grave encore.

Cette politique est maintenant régulièrement et massivement contestée, comme on le voit avec les luttes multiples qui se développent dans tous les secteurs de la société, comme on l'a vu avec la formidable mobilisation citoyenne contre le projet de privatisation de La Poste. Mais la droite s'obstine à imposer coûte que coûte ses décisions et cherche même à en accélérer le rythme. Nicolas Sarkozy s'enfoncé pour cela dans un exercice de plus en plus autoritaire de son pouvoir présidentiel. C'est un véritable bras de fer qui est engagé entre ce pouvoir et une partie grandissante de notre peuple qui exprime le besoin de politiques qui répondent réellement à leurs attentes.

Face à cette situation, la combativité sociale ne faiblit pas. Mais grandit aussi le besoin d'une alternative politique. Une attente et une disponibilité nouvelles mûrissent dans le pays pour travailler aux constructions qui permettraient à cette alternative politique de voir le jour.

Rien n'est joué. Car, face à la droite, la confusion règne à gauche sur le projet qui devrait être opposé à cette politique et sur la nature des rassemblements, des constructions politiques, des alliances qui lui permettraient de devenir majoritaire.

Alors que les attentes, les forces disponibles existent pour construire une issue réellement à gauche, le risque est grand qu'elles se dispersent, se divisent, s'égarer dans des opérations de recomposition qui ne cessent d'être lancées pour obscurcir toute perspective réelle de réponse à la crise capitaliste. Alliances au centre, primaires ouvertes, coupure irrémédiable de la gauche en deux, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recomposition..., les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses, vers de nouvelles défaites, leur faire accepter de nouveaux renoncements.

Les forces de gauche peuvent se retrouver côte à côte dans des luttes contre la politique sarkozyste, mais à ce jour ne se rassemblent pas sur un projet.

Le PS parle de rassemblement à gauche mais n'opère pas de clarification forte sur son projet et entretient le flou sur des alliances de second tour avec le Modem. Les Verts parlent eux aussi de rassemblement à gauche, mais les listes Europe Écologie poursuivent la construction de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Le NPA, quant à lui, persiste à refuser la nécessité de travailler à des majorités de gauche.

Il n'est pas possible d'en rester là. Il est urgent de relever le défi d'une issue politique à la crise actuelle, de sortir de cette confusion, de faire émerger à gauche un nouvel espoir, de s'attaquer sans attendre à construire cette alternative politique majoritaire de gauche qui permettra de répondre à la crise et aux urgences populaires en s'attaquant aux logiques capitalistes. C'est le moment, et c'est possible.

Nous avons entamé ce travail et cette démarche en faisant le choix à notre congrès de la constitution de fronts. Nous avons concrétisé cette démarche avec le Front de gauche à l'élection européenne, en proposant sur la base d'un projet clair un rassemblement sans exclusive à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce projet. Ce n'était qu'un début mais cela a créé une dynamique. Nous voulons amplifier cette démarche, aller beaucoup plus loin, en portant haut et fort son ambition majoritaire.

Les élections régionales sont une occasion d'avancer dans cette voie. Tout doit être fait pour que puisse s'exprimer dans ce scrutin de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument ancrées à gauche. C'est nécessaire pour le pays et pour les régions.

D'ailleurs, l'UMP n'aborde pas ces élections comme des élections intermédiaires. Elle veut tous les pouvoirs et ne supporte pas que la gauche dirige vingt régions sur vingt-deux. Elle entend faire de la reconquête des pouvoirs régionaux en mars 2010 un tremplin pour relancer l'adhésion à son projet politique et le remodelage de la société qu'elle a engagé. Son projet s'inscrit d'ailleurs dans les politiques européennes qui poussent à la mise en concurrence des territoires, des métropoles jusqu'aux régions, en les soumettant toujours plus aux exigences des marchés.

Voilà pourquoi les élections régionales auront dans ce contexte un triple enjeu :

### **Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées.**

Soit les régions deviennent des relais, des amplificateurs de la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, ou accompagnent cette politique sans réellement la combattre ; et la crise, les inégalités seront encore aggravées. Soit elles deviennent des pôles de résistance à cette politique, des pôles d'initiatives, de luttes et de propositions pour promouvoir d'autres logiques solidaires, citoyennes, écologiques; et elles peuvent contribuer à faire reculer la crise, à rendre la vie meilleure à des millions de nos concitoyennes et concitoyens, à faire émerger des choix politiques alternatifs aux logiques capitalistes et aux modèles productivistes.

Nous voulons des projets régionaux qui portent partout une cohérence nationale forte à partir de plusieurs grands axes de propositions :

- La défense et la promotion des services publics, nationaux et locaux, notamment en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche et de culture; de sécurisation de l'emploi et de la formation; de protection de l'environnement; de transports, d'énergie, de santé et de logement... Une politique de lutte contre toutes les discriminations et pour l'égalité des femmes et des hommes.
- La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent, avec notamment la création de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens, impulsant, en lien avec le système bancaire, la sélectivité

des crédits pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement; et de nouveaux pouvoirs donnés aux salariés dans les régions et les entreprises pour décider et contrôler l'utilisation des fonds distribués. Une réforme globale de la fiscalité et des financements est également indispensable.

- La relance de politiques industrielles, agricoles et urbaines, qui permettent en tous domaines de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement socialement solidaire et écologiquement durable.
- La conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et leurs organisations, pour les citoyens, dans les entreprises comme dans les territoires, avec notamment de nouveaux droits d'intervention et des processus de démocratie participative généralisés.

### **Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique.**

La concentration et la confiscation des pouvoirs, portées en germes par la présidentialisation du régime, atteignent avec la présidence de Nicolas Sarkozy un niveau caricatural. Elles s'accompagnent d'une attaque en règle contre les libertés et les droits démocratiques. Mais cela ne suffit pas. La droite veut maintenant engager une réforme des collectivités locales qui est une attaque frontale contre la démocratie locale à tous les échelons, communale, départementale et régionale : sont programmés à terme la disparition des communes et des départements, le transfert massif de services publics au privé, et l'impossibilité pour les élus de répondre aux aspirations de leurs populations, avec la limitation des compétences des collectivités et la suppression de la Taxe professionnelle. La création des conseillers territoriaux, cumulant mandat départemental et régional, la constitution de grandes métropoles, un mode de scrutin antidémocratique seraient autant de facteurs de reprise en main par un Etat au service des grands groupes, d'éloignement des élus des citoyens et de recul grave du pluralisme politique.

La campagne des élections régionales doivent permettre de révéler ces projets largement ignorés, de construire une large riposte, de revendiquer que les assemblées locales et les citoyens soient consultés sur un tel bouleversement territorial. Elle doit porter une conception offensive de la démocratisation de l'Etat, des pouvoirs régionaux, du rôle des élus, et des services publics nationaux et locaux ; faire preuve d'audace en matière de droits des citoyens et des salariés à intervenir dans les entreprises et les territoires; faire prévaloir des logiques de coopération entre les collectivités contre les logiques de mise en concurrence.

### **Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche.**

Les régions se doteront-elles de projets régionaux et de majorités clairement engagées à gauche, à la hauteur des nouveaux défis imposés par la crise et la politique agressive de la droite ? Ou seront-elles le théâtre de recompositions qui desserviraient tout le camp progressiste et surtout l'intérêt des régions et de leurs populations ?

Les majorités de gauche sortantes ont des bilans contrastés, mais ont permis dans un grand nombre de régions de réelles avancées pour le quotidien de milliers de femmes et d'hommes. Le travail des élus communistes dans ces régions, en s'appuyant sur les populations, a démontré qu'il était possible d'obtenir des infléchissements des politiques régionales, de faire prévaloir des projets d'utilité publique. Ces élus constituent de solides points d'appui pour construire avec les populations les réponses de gauche qu'elles attendent.

Dans le mandat à venir, face à la crise et aux politiques gouvernementales de la droite, il faudra relever de tout autres défis. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur. Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde à gauche. Les urgences sociales et écologiques sont pressantes, et la gauche gagnera si elle va à ces élections avec des projets ambitieux, novateurs et courageux. La gauche mobilisera si elle va au-devant des électeurs avec un projet clair et combatif, qui favorise l'intervention populaire pour faire face aux urgences sociales. Elle ira au contraire à l'échec si elle mise sur des calculs politiques qui la conduisent à composer avec les idées libérales au moment où celles-ci font la preuve de leur faillite.

Pour ces élections, il y a donc un enjeu pour savoir où se trouvera, dans les programmes comme dans les alliances, le centre de gravité des majorités alternatives à la droite. Nous le voulons pour notre part clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobilisation populaire. Cela comptera aussi pour les échéances politiques futures.

C'est avec l'ambition à nos yeux incontournable de relever ces défis que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et tous les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité, comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possible la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1er tour, qui, à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et tous les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux qui, dans leur diversité, partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche ? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Pour réussir, les objectifs que pourraient se fixer ces listes doivent être clairs :

- Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possibles les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.
- Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

- Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseillers régionaux communistes.

Si elle est construite dans la clarté et dans l'ouverture la plus large, cette démarche peut aller à la rencontre des attentes de millions de nos concitoyennes et concitoyens. Mais ce sera une rude bataille. Elle doit être engagée sans tarder.

Le Conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce.

Au-delà du débat des communistes qui doit se mener dans le respect de toutes les options exprimées, et des décisions qu'ils ont à prendre en pleine souveraineté, le Conseil national les appellent à faire connaître cette offre très largement dans la population, à prendre tous les contacts nécessaires avec celles et ceux qui peuvent s'y reconnaître.

Nous voulons mener une campagne offensive et constructive, qui refuse d'alimenter les logiques de division, qui soit axée sur un projet et des propositions de rassemblement, qui porte la perspective de constituer des majorités de gauche sur le contenu le plus transformateur possible.

Engageons sans tarder et avec confiance, toutes et tous ensemble, dans l'unité des communistes, une très grande campagne des élections régionales !

*L'offre a été adoptée par le Conseil national du PCF le 25 octobre par 126 voix pour, 22 contre et 9 abstentions.*

## **Rapport de Marie-George Buffet devant le conseil national**

Cher-e-s camarades,

Les décisions de notre Conseil national sont très attendues. Par les communistes bien sûr. Mais aussi par beaucoup d'hommes et de femmes qui vivent l'urgence d'une alternative aux politiques régressives et liberticides de Nicolas Sarkozy et qui cherchent un espoir à gauche.

Nous allons donc débattre, voter et soumettre ainsi une proposition politique nationale aux communistes. Ils et elles vont en débattre. La clarté de ce débat, la transparence de la consultation des adhérent-e-s permettront que toutes et tous - quelles que soient les options qu'ils aient portées - s'engagent sur une grande campagne populaire et dynamique pour les élections régionales.

Cette offre nationale intervient au cœur d'une crise sociale, démocratique, écologique sans précédent, dans des rapports de forces politiques de plus en plus mouvants, et dans un combat de classe exacerbé.

Nos travaux, j'en suis sûre, seront au niveau. Un peu de ce qui va se passer, autant dans les luttes aujourd'hui que dans les urnes en mars, va dépendre de la qualité, de la portée de notre initiative politique, de sa capacité à recréer une dynamique à gauche.

Nous pouvons dès maintenant offrir un appui aux luttes, certes par la crédibilité de nos propositions mais aussi par celle de notre démarche de rassemblement.

Nous pouvons porter une proposition qui permette de barrer la route des régions à la droite en donnant à voir d'une nouvelle ambition à gauche pour celles-ci.

Et enfin nous pouvons créer une dynamique populaire autour d'un projet novateur qui permette demain de mettre en place une autre majorité dans notre pays. Une autre majorité apte à répondre aux urgences du quotidien, comme aux enjeux de dépassement du système en crise.

## **I. Le contexte politique**

La situation internationale

Dans quel contexte devons-nous travailler à cette offre politique ? Vingt ans après la chute du mur de Berlin- et nous tiendrons à ce sujet une initiative sur le thème «Et maintenant ? » le 9 novembre - notre monde vit des bouleversements sans précédent. Et tout montre que les peuples, en particulier ceux que les logiques libérales ont installés dans la pauvreté, vont payer le prix fort. Faire valoir les intérêts des femmes et des hommes que le capitalisme en crise asservit toujours plus, être de celles et ceux qui cultivent les "fleurs de la désobéissance" face à l'ordre établi de la classe dominante, porter haut et fort le projet de libérer demain notre monde de l'exploitation et de toutes les dominations est un combat plus que jamais d'actualité, il est le nôtre.

Et notre offre politique doit se situer au niveau de ces enjeux.

Au niveau du défi à relever face à la tromperie des dirigeants du G20 qui, dans leur déclaration finale s'exclamaient « ça a marché ! » en saluant leurs mesures pour sauver le système financier international.

En fait, toutes les conditions de rechute sont réunies car les gouvernements ont fait le choix de mobiliser l'argent public pour la spéculation et de laisser courir toutes les logiques en place.

Face à cette attitude mortifère pour le plus grand nombre, portons l'exigence de nouveaux rapports sociaux pour répondre aux besoins humains et faire respecter les droits de chacune et chacun.

Portons l'idée que la clé du changement passera partout par une formidable avancée de la démocratie, des libertés.

Portons l'idée qu'elle réside aussi dans une autre utilisation de l'argent, qu'il est urgent de soumettre les aides publiques et le crédit à des critères sociaux et écologiques.

Portons l'idée qu'il est urgent d'inventer une nouvelle façon de produire, de concevoir le travail, la gestion des entreprises. Redonnons à voir du besoin d'intervention publique.

Dans quelques semaines aura lieu le sommet de Copenhague.

La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode.

Tout annonce pourtant que la France ne sera pas à l'avant-garde de ce sommet. Nous avons, dans plusieurs ateliers, travaillé des réponses alternatives. Faisons-les connaître !

Le monde dans lequel les capitalistes nous entraînent est aussi celui de guerres meurtrières comme en Afghanistan.

Après trente ans de guerre, ce pays est aujourd'hui ravagé, l'échec de la coalition de l'OTAN est patent. Il faut continuer d'exiger, plus que jamais, le retrait des troupes de l'OTAN et la création d'une nouvelle force internationale sous l'égide de l'ONU visant, avec les Afghans, à la reconstruction de ce pays.

La situation en Afghanistan et celle au Proche-Orient illustrent quotidiennement dans la violence et la guerre, dans l'injustice permanente à quelles impasses tragiques les politiques de force et le mépris des droits des peuples peuvent conduire, jusqu'aux crimes de guerre, comme à Gaza, en janvier dernier.

« Les grands de ce monde » poursuivent le pillage de l'Afrique et l'enferment dans les pandémies, la faim et les conflits meurtriers. Le danger de la prolifération du nucléaire militaire reste prégnant. Comme nous l'avions souligné lors de la désignation de Barack Obama comme prix Nobel de la paix, le chantier est vaste pour honorer ce prix.

Crise systémique, dérèglement climatique, montée en puissance des conflits... Tout commande d'agir tout à la fois pour favoriser les conditions d'une maîtrise démocratique, publique et multilatérale du développement sur le plan mondial, pour rendre les ressources naturelles bien commun de l'humanité, pour relancer vraiment le désarmement, pour réunir les conditions sociales qui rendront solides la sécurité, la paix et le développement durable.

Ce sont ces combats que la gauche française doit porter, notamment pour que l'Union européenne joue un rôle positif pour les peuples.

### **La situation française**

Ces combats prennent racine aussi dans la réalité française.

60 milliards d'euros : ce chiffre représente les bénéfices nets des groupes du CAC 40 cette année ! 700 000 : c'est le nombre supplémentaire de chômeurs que comptera la France en décembre. Les salariés, contrairement aux discours du Président de la République, ont été purement et simplement abandonnés aux appétits du capital. Les banques, elles, bien nourries par le même, commencent déjà à rembourser et continuent à boursicoter !

Si beaucoup d'entreprises sont réellement étouffées par le rationnement du crédit ou le poids de la charge financière, certaines n'hésitent pas à profiter de la crise pour fermer des sites. La productivité demandée aux salariés augmente sans cesse pour une rentabilité à deux chiffres. Négation des missions, des métiers, des services rendus, de l'utilité du travail, cette régression généralisée contre le monde du travail dans toutes ses composantes est source de souffrances individuelles et collectives dont le drame de la série de suicides est un révélateur.

A ces souffrances s'ajoutent celles de la baisse du pouvoir d'achat des salarié-e-s et des retraité-e-s, la non-réponse à l'évolution des besoins en terme d'accès au logement, la violence de la précarité, l'extension de la misère ou l'énorme pression rétrograde sur les droits des femmes repérable notamment dans les atteintes au droit à l'IVG. Cette souffrance se traduit dans une profonde colère, une contestation des choix gouvernementaux, toutes les enquêtes d'opinion l'indiquent.

Les difficultés s'accumulent pour le pouvoir en place. Le mépris de classe affiché envers la consultation sur La Poste, l'ersatz de réforme du lycée, l'impopularité de la taxe carbone, les critiques émises par des élus de tout bord sur la suppression de la taxe professionnelle, ou sur la réforme des collectivités, l'ampleur de la colère autour de l'opération de l'EPAD... Tout cela est révélateur d'un ras-le-bol.

La droite avait tablé sur une rentrée résignée. Elle n'a eu de cesse de criminaliser l'action syndicale : des dizaines de salariés devant les tribunaux, 200 agents d'EDF-GDF devant les conseils de discipline. Mais malgré cela la mobilisation populaire et citoyenne est au rendez vous.

Dans tous les ateliers, les représentants de « l'appel des appels » ont donné à voir de la dynamique de leur mouvement.

Les salariés privés de papiers ont relancé une grève.

L'opinion publique s'est mobilisée avec force contre le « petit ministre » et son charter.

Le 17 octobre la manifestation unitaire pour les droits des femmes a été une réussite et a permis de saluer le recul du gouvernement sur les retraites.

Les luttes dans les entreprises privées contre les licenciements ont remis sur le devant de la scène, comme l'a montré la puissante manifestation du 22 octobre à l'appel de la CGT, une question qui était passée aux oubliettes du modernisme : le besoin d'une politique industrielle.

La montée en puissance des mobilisations à la SNCF, au Pôle emploi ou dans la fonction publique ont remis à la une la question des services publics et du rôle de l'État mis à la poubelle de la libre concurrence ou de la RGPP.

Toutes ces mobilisations ont posé également la question de l'intervention des salarié-e-s dans la gestion des entreprises publiques et privées face à la carence de ceux qui aujourd'hui détiennent ces pouvoirs. Des salarié-e-s et des citoyen-ne-s. La votation citoyenne pour La Poste a marqué leur disponibilité.

Plus de 2 millions de personnes se sont déplacées, souvent en famille, pour voter. Je veux ici saluer l'engagement aux côtés des autres militantes et militants, des communistes, de nos élus.

Ce vote montre que lorsque les objectifs qu'on se fixe sont clairs, quand les gens ont le sentiment qu'ils peuvent peser, quand toute la gauche est en mouvement, la dynamique populaire est alors au rendez-vous.

Ce vote réinstalle la légitimité du côté du peuple. Il permet d'inventer une articulation inédite entre les partis, les syndicats, les mouvements et associations, les citoyens eux-mêmes... Nous avons de nouveau rendez-vous ensemble lors de la semaine d'action du 31 octobre. Les parlementaires de gauche ont pris des initiatives. Ensemble, nous allons poursuivre la mobilisation pour empêcher le changement de statut et obtenir un référendum.

Ce qui s'est passé autour de la votation, travaillons maintenant à le construire autour d'autres objectifs.

Je pense, dans l'actualité, à la réforme des collectivités territoriales. Ce projet a pour principal objectif la réduction des dépenses publiques en centralisant les pouvoirs. N'avons-nous pas, avec nos élu-e-s, leur association, à nous adresser dès maintenant aux forces progressistes, aux syndicats, pour ensemble interpeller les populations sous une forme qui sera décidée collectivement. Cette initiative peut faire échouer le discours populiste sur le coût des élu-e-s et nourrir de nouvelles exigences sur la démocratie participative, les moyens pour les collectivités.

Je pense aussi à la suppression programmée du juge d'instruction, phase ultime de la reprise en main de la justice ! Elle vient s'ajouter à toutes les lois sécuritaires et liberticides, à la dérive vers un pouvoir personnel.

Je pense à l'acharnement actuel du Président contre tous les médias qui ne lui sont pas acquis. Le député UMP Benisti a même été jusqu'à proposer « une charte déontologique » sur la liberté de la presse.

Et d'autres échéances encore nous attendent pour 2010 : nouvelle mise en cause des retraites, le fret... C'est pourquoi nous vous proposons l'édition d'un journal national sur le thème « ce n'est pas à nous de payer la crise » porteur des grandes propositions issues des ateliers et permettant la prise d'initiatives.

Car nous avons par la qualité de nos initiatives à contribuer au développement des luttes. Des luttes qui butent sur des obstacles : la précarité, la désespérance, la division organisée des salariés. La construction de l'unité syndicale. Mais aussi, et cela est directement de notre ressort, le déficit de projet et d'unité à gauche.

### **La recomposition politique à gauche**

Alors que les attentes, les forces disponibles, nous le voyons, existent pour construire une issue réellement à gauche, un puissant séisme est à l'œuvre : Alliances au centre, primaires ouvertes, affrontement irrémédiable entre deux gauches, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recomposition... les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses.

Ce séisme a des répliques dans tous les partis : si, dans sa résolution du 22 octobre, le PS tente de clarifier son positionnement sur les alliances en affirmant : « une fois seulement la gauche rassemblée, nos listes pourront s'ouvrir au second tour à toutes celles et tous ceux qui veulent se retrouver autour d'un projet de gauche [...] », il n'opère pas de clarification forte sur son projet. Dans la rencontre que nous avons eu avec les Verts, ceux-ci ont donné la priorité aux alliances à gauche mais n'ont pas exclu un second tour avec le Modem. On voit de plus le leader d'Europe Écologie poursuivre ses offres de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Au nom de l'anti-sarkozysme, une nouvelle initiative proposant un soi-disant « compromis historique du PCF au Modem » se tiendra par ailleurs à Dijon. Le NPA, quant à lui, dans sa dernière déclaration, dit, je cite, qu'« il faut enregistrer qu'existent deux gauches dotées de programmes contradictoires qui interdisent de gérer ensemble les régions ». Et pointe le PCF comme l'obstacle à son concept de deux gauches inconciliables.

Lors de notre dernier congrès nous avons fait déjà le constat des difficultés de la gauche et nous avons décidé d'œuvrer à ce qu'une multitude de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables.

Et nous avons décidé pour cela de prendre le chemin des fronts. Et depuis le congrès nous avons avancé dans cette voie avec le Front de gauche aux européennes, la tenue des ateliers. Et aujourd'hui nous allons débattre d'une nouvelle initiative allant dans ce sens.

### **II Le bilan des ateliers**

Alors, maintenant, examinons où nous en sommes et quelle pourrait être, précisément, cette future étape. D'abord, quel bilan des ateliers ?

Souvenons-nous, à la rentrée les primaires faisaient la Une. Mais ensuite, l'écho donné lors de la Fête de l'Humanité à notre proposition d'ateliers coorganisés par le Front de gauche est sans doute le reflet de l'attente d'une proposition concrète permettant à la gauche d'enfin travailler.

Cette satisfaction sur la démarche s'est traduite par l'implication, par la qualité des contributions de la centaine de personnalités du mouvement social, syndicalistes, animateurs de l'Appel des appels, que nous avons sollicitée. Leur disponibilité est un enseignement important que nous pouvons tirer.

A travers le travail des ateliers, nous pouvons dans dix domaines (démocratie, utilisation de l'argent, emploi, développement durable, services publics, industrie, alimentation, éducation et recherche, libertés et droits, temps libéré) faire ressortir dans les jours qui viennent trois, quatre propositions clés qui pourraient être notre apport aux

plates-formes partagées. Ces propositions pourraient être le cœur du matériel national dont je vous parlais précédemment.

Prenons quelques exemples. Sur la question de la démocratie, nous proposons de nouveaux droits et pouvoirs d'interventions des salariés à travers les comités d'entreprises. Nous développons aussi l'idée de budgets participatifs pour les collectivités. Sur la question de l'utilisation de l'argent, je pense à l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales, mais surtout à la constitution d'un pôle public financier qui permette de changer les critères du crédit, à la mise en place de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés à l'appui de leur luttes. Nous voyons que nous ne manquons pas de propositions sur ces sujets. Et sur d'autres comme la question du développement durable, nous pouvons occuper des chemins peu empruntés comme celui d'une nouvelle façon de produire. Je ne vais pas plus loin. Nous allons, à partir des ateliers, mettre noir sur blanc tout cela.

Lors des ateliers, sur beaucoup de sujets, nos propositions ont marqué par leur cohérence. D'autres propositions très riches ont été avancées. Mais la confrontation sur les propositions ne va pas de soi. Notamment, les forces politiques en sont trop souvent restées à une vision globale en évitant les arrêtes de la confrontation. Sur des points centraux comme par exemple la question des contenus des nationalisations, la nouvelle étape d'une mobilisation après la ratification du traité de Lisbonne dans le combat pour changer d'Europe, mais également sur les institutions de notre pays ou sur les ressources énergétiques...

Il faut maintenant que le débat se poursuive et s'élargisse à beaucoup plus d'acteurs et d'actrices. Pour nous, ces ateliers ce n'est pas un coup politique. C'est la voie pour avancer concrètement à gauche.

Nous allons continuer de solliciter les intervenants de nos ateliers et nous adresser à d'autres qui peuvent être aujourd'hui acquis à cette démarche.

En fait, nous devons être dans une sorte « d'ateliers permanents » jusqu'au résultat. Et il faut à chaque fois chercher à élargir leur caractère populaire.

### **III- L'offre politique nationale**

A partir de ce travail sur le projet, quelle offre politique nationale de rassemblement ?

Les élections de mars prochain auront un triple enjeu, comme le souligne l'offre politique que vous avez reçue.

Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées. L'ambition de Nicolas Sarkozy est bien de faire des régions des relais, des amplificateurs de sa politique. Nous devons au contraire en faire des pôles de résistance et d'initiatives. Les majorités de gauche sortantes, le travail des élus communistes dans ces régions ont permis dans un grand nombre d'entre elles de réelles avancées. Mais ces bilans ne suffiront pas à relever les défis à venir. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur.

Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique. La droite veut engager une réforme des collectivités qui n'est rien d'autre qu'une mise au pas.

Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche. Depuis des années, on nous somme de choisir. Il faudrait soit renoncer à l'ambition d'un projet transformateur, soit renoncer au pouvoir. Cela nous a souvent amenés à apparaître comme le parti du « ni, ni » ou comme un parti incapable de choisir. Nous avons pris cette question à bras-le-corps au congrès. Et toute notre politique de rassemblement vise à refuser cette alternative mortifère. Notre ambition est d'avancer en toutes circonstances, sur tous les fronts, vers la construction de majorités capables de porter des projets de transformation sociale.

En octobre 2008, nous avons concrétisé ces choix par l'appel à un Front de gauche pour changer d'Europe. Les militants de notre parti, du Parti de gauche et de la Gauche unitaire ont su créer une dynamique. En septembre 2009, nous avons repris l'initiative sur le contenu du projet.

Il s'agit pour nous, aujourd'hui, de prendre l'initiative d'une nouvelle offre politique qui tire tous les bénéfices de ce que nous avons déjà commencé à construire et qui soit d'un contenu et d'une clarté suffisante pour mobiliser l'électorat populaire qui s'est massivement abstenu lors des dernières élections.

Un appel à travailler ensemble

Nous pourrions ce week-end lancer un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et tous les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif. Un appel à travailler ensemble, à ce que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Comme cela est indiqué dans la résolution, nous pourrions proposer que « partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour

d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1er tour, qui, à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche. Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et tous les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales. »

La résolution parle de conditions et de forces disponibles, c'est une question que l'on ne peut pas évacuer. Tout ne dépend pas de nous et de nos décisions, mais également du comportement et des choix de nos éventuels partenaires. Nous devons partager les mêmes objectifs politiques.

Pour réussir il faut en effet que ce rassemblement se fasse sur des objectifs clairs. Attention danger : un rassemblement qui reporterait à plus tard le règlement de questions qui sont fondamentales risquerait d'imploser en cours de route ou de se marginaliser dans une posture fermée. Si nous retenons cette proposition politique, nous serons dans les semaines à venir confrontés à de nombreuses problématiques. Pour les dépasser, il faut qu'il y ait un cadre : c'est le sens des objectifs proposés dans le projet de résolution :

Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possible les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large dès le 1er tour.

Tout faire au second tour pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des objectifs de transformation sociale réelle et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux. Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem.

Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, en réalisant notamment le maximum de conseillers régionaux communistes sortants, en favorisant la conquête de nouveaux élus et nouvelles élues, communistes ou autres candidat-e-s de ces listes.

Vous l'avez vu, à travers une série de communiqués ou d'interviews, ces objectifs font l'objet de débats même entre les trois formations initiatrices du Front de gauche des européennes. Il y a plusieurs sujets.

D'abord, faut-il concevoir le Front pour les régionales en opposition au reste de la gauche ? Où faut-il, au contraire, comme nous le proposons, faire de ce Front un levier pour faire bouger le curseur à gauche ?

Faut-il repousser les sujets qui fâchent au soir du premier tour ? Ce serait, je pense, prendre le risque, par manque de clarté sur nos objectifs, de détourner un certain nombre d'électeurs et électrices de leur soutien. Ils veulent savoir où ils vont, si vraiment le vote Front de gauche est un vote qui permet de battre la droite et de créer les conditions d'une gestion de gauche à leur service.

Enfin faut-il, pour obtenir un éventuel accord du NPA, faire l'impasse sur ce qui a fondé le Front de gauche, c'est-à-dire de travailler à une majorité de gauche pour changer la vie ? Je ne le pense pas. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à propos d'autres projets d'alliance, on ne peut pas concevoir un projet politique que dans l'addition de pourcentages électoraux. NPA plus Front de gauche cela peut faire un bon résultat sur les machines à calculer. Mais en fait cela ne marche pas si on ne partage pas une démarche, des valeurs, un projet politique. Cela n'empêche pas de poursuivre le débat. Et de s'adresser aux hommes et aux femmes qui se réfèrent à cette organisation.

Cher-e-s camarades, cette offre politique que nous avons débattue au Comité exécutif de lundi, a sa cohérence, même si elle peut être améliorée. D'autres options vont certainement être portées dans le cadre de ce débat. Ne cherchons pas à mélanger ou à trouver un compromis qui réunirait tout cela. Assumons-les et développons nos raisonnements. Chacun peut s'interroger. Les choses ne sont pas si simples. Dans l'état de la gauche, dans l'état de notre propre parti, avec son affaiblissement, la mise en œuvre de nos choix de congrès n'est pas évidente. Et ces différentes options peuvent être motivées par des objectifs convergents, battre la droite, avoir de nombreux élus, mais également de créer un espoir solide à gauche.

#### **IV- L'engagement militant**

Cher-e-s camarades, nous allons dans les semaines à venir vivre un grand débat dans le Parti. Si nous sommes d'accord sur l'offre politique soumise dans le projet de résolution, il nous faut quand même avoir un débat qui cherche à définir les obstacles à surmonter, les conditions à remplir pour y arriver.

Menons ce débat avec pour objectif de construire une solution à la souffrance populaire, menons-le en sachant dépasser le secondaire, mais sachons avec nos partenaires viser l'essentiel, le rassemblement sur une belle politique.

J'insiste car, de la qualité de nos débats, dépendra la qualité et l'efficacité de notre campagne, de la campagne commune.

Des hommes et des femmes, divers par leur engagement syndical ou politique, leur domaine d'activité, choisiront d'être sur une même liste. Ce choix peut être source d'une incroyable richesse, cela demande le respect mutuel et la reconnaissance de ce que représente chacune et chacun.

Il faudra être audacieux, ouverts, dans la composition des listes. Cela demandera bien sûr une juste représentation des partis concernés, tant dans la composition de la liste que dans la perspective du nombre d'élus en rapports avec les acquis électoraux. Mais nous aurons besoin aussi d'une juste représentation de ces hommes et de ces femmes qui ont été partie prenante en tant que syndicalistes, militants associatifs, personnalités sociales ou politiques du travail des ateliers ou qui, aujourd'hui, convaincus par cette démarche, sont prêts à s'y associer. Même s'ils n'ont pas été de l'aventure des européennes.

C'est par cette diversité que nous pourrions irriguer la population de l'utilité du vote pour nos listes, que nous mènerons une campagne ouverte, de proximité, donnant à voir une ambition pour nos régions et pour le pays tout entier. Une campagne ouverte, c'est une campagne "grand ciel", qui élargit son horizon à tous les domaines de la vie des femmes et des hommes. Une campagne qui va chercher au plus près de la vie de chacune et chacun les raisons de leur vote. Une campagne qui fait reculer l'abstention si chacun s'adresse à ceux pour qui il fait référence dans chaque quartier, sur chaque lieu de travail, dans chaque réseau de connaissance et d'amitié, de militantisme. Une campagne qui sache aussi faire parler d'elle, qui sache montrer l'ambition de nos listes.

Dans cette campagne, notre parti, par son implantation militante, ses élus, sera une clé de voûte.

A travers la préparation des conférences régionales, de la consultation et ensuite dans la mise en œuvre des décisions prises dans chaque région, notre premier objectif devra être d'associer l'ensemble de nos 134 000 adhérentes et adhérents. Cela va demander de concevoir des matériaux permettant une campagne de proximité. De savoir tout au long de la campagne refaire le point avec eux et elles pour évaluer en permanence ce qui se passe dans l'opinion, retravailler l'argumentation.

Nous aurons, à partir du travail mené lors des dernières échéances municipales, européennes, à rétablir le contact avec chacun des électeurs et électrices qui nous ont fait confiance à ces moments-là. Parmi les 5 000 adhésions réalisées depuis le début de l'année, dont 1 500 à la Fête de l'Huma, il y a de très nombreux jeunes. Menons un travail spécifique avec eux en reconnaissant leur apport pour qu'ils soient demain les relais indispensables parmi leurs proches.

Beaucoup de militants syndicaux nous ont rejoints, d'autres ont participé, à partir de leurs expériences, au débat sur la construction d'une perspective à gauche. Comment avec eux nous construisons notre campagne dans les lieux de travail.

Vous le voyez, c'est un énorme effort de direction que nous avons à animer d'ici le mois de mars. Cet effort commence bien sûr par l'organisation de notre débat au plan régional. Cela passe par la tenue dès la semaine prochaine des assemblées de section, des conseils départementaux. Chaque adhérente et adhérent va recevoir un numéro spécial de « Communistes » avec les travaux de notre CN et l'offre politique.

Nous avons à veiller à construire des délégations aux conférences régionales qui sont à l'image de la diversité des opinions. La consultation arrivera très rapidement. Les 19, 20 et 21 novembre, les communistes auront à se prononcer sur un bulletin de vote comprenant : un rappel de l'offre politique nationale, la proposition adoptée par la conférence régionale soumise au vote et si, la conférence en fait le choix, une proposition alternative.

Chers camarades, nous pourrions organiser le 5 décembre une grande initiative populaire de lancement de la campagne communiste dans le cadre de ce Front, en lien avec la réunion des animateurs de sections.

Quelles que soient les décisions que nous allons prendre, nous avons devant nous un chemin passionnant mais qui ne sera pas de tout repos.

Mais je crois que cela en vaut la peine.

Oui, cela vaut la peine de ne pas tarir l'espoir levé parmi de nombreux hommes et femmes qui à gauche veulent retrouver l'envie d'y croire, de se battre.

Oui, cela vaut la peine de rehausser la confiance populaire en notre parti, dans sa capacité à agir et unir pour obtenir des succès.

Oui, cela vaut la peine de reconquérir une influence sur la base d'une efficacité démontrée pour faire gagner la gauche.

Aussi, je veux croire, cher-e-s camarades, que notre CN, très attendu, je le disais, va nous aider à enclencher une dynamique militante d'envergure, ouverte, rassembleuse et combative.

## **Déclaration du Front de gauche (PCF, PG, GU)**

A l'occasion de la rencontre du 28 octobre 2009, entre le Parti de gauche, la gauche unitaire, le PCF, le NPA et d'autres formations de gauche, vous trouverez ci-dessous, une déclaration du Front de Gauche.

Nous voulons mettre la dynamique du Front de Gauche au service du rassemblement unitaire de toutes les forces et plus globalement de toutes les citoyennes et les citoyens et les acteurs du mouvement social qui aspirent à rendre majoritaire une alternative à la logique du système capitaliste, du libéralisme et des modèles productivistes. Nous leur disons que le Front de Gauche peut être leur outil. Nous affirmons notre disponibilité à des listes larges réunissant des partis qui tout en n'étant pas dans le Front de Gauche, convergent sur cette démarche et ces objectifs.

Dans ce but, nous nous adressons aux organisations présentes dans ce groupe de travail pour conclure un accord national.

Nous avons déjà des acquis. Nous avons dressé un certain nombre de considérants qui nous ont permis de constituer un cadre politique national de discussion commun en vue de vérifier la possibilité d'aller ensemble aux régionales.

La plupart des mouvements réunis ici ont fait des déclarations et des offres politiques. Nous pensons que le moment est venu de nous prononcer sur des propositions très concrètes à même de constituer les bases de cet accord national :

- La constitution de listes au premier tour différentes de celles présentées par le PS et Europe écologie.
- Ces listes répondront à trois objectifs indissociables : changer les rapports de force à gauche en faveur de la ligne de transformation sociale, battre la droite et rassembler une majorité autour d'un projet vraiment alternatif à la logique du système qui est en crise aujourd'hui. En particulier autour des mesures que nous pourrions porter ensemble. Elles s'engageront à défendre ce programme dans les futurs conseils régionaux. Elles affirmeront leur volonté de le mettre en œuvre à la tête des régions, partout où nous nous jugerons en situation de le faire. Il doit s'agir d'une politique de rupture cohérente, applicable dans le champ de compétences des régions, changeant réellement la vie des citoyens en donnant la priorité aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques contre les logiques capitalistes, libérales et productivistes.
- Nos listes s'engageront, sans ambiguïté, à faire barrage à la droite en se rassemblant avec les autres listes de gauche au 2ème tour à l'exclusion de tout accord avec le Modem. La liste arrivée en tête au 1er tour fusionnant avec les autres listes de gauche et écologique proportionnellement au 1er tour. Nous demanderons le même engagement au PS et à Europe Ecologie.

Notre volonté est de porter des projets de transformation sociale réelle dans les régions. Si les conditions en sont créées nous pourrions travailler à leur mise en œuvre jusque dans les exécutifs régionaux car la gestion des régions s'envisage comme un moyen d'atteindre nos objectifs. Notre participation est donc liée aux conditions qui la rendent possible. Il s'agit de la possibilité de mettre en œuvre les points essentiels de notre programme et du rapport de force permettant effectivement de les appliquer. Cette hypothèse exclut toute participation du Modem ou d'une quelconque organisation de droite.

Paris, le 28 octobre 2009.

## **Modalités de la consultation des communistes pour les élections régionales**

*Une note de Jacques Chabalier, membre de la coordination chargée de la vie du Parti.*

Après l'adoption par le Conseil National de l'offre nationale des communistes pour les élections régionales, notre souci commun doit être d'organiser le débat le plus large possible dans le parti.

Nous avons dit que ce débat n'était pas une affaire de spécialistes, mais l'affaire de tous, élus et militants.

La façon dont nous allons procéder sera décisive pour que chaque communiste se sente effectivement acteur et impliqué dans les choix qui seront faits.

Il y a, à juste titre, beaucoup d'attentes et d'exigences sur les consultations dans le parti, il nous faut y répondre au mieux, de manière la plus honnête et transparente possible, en travaillant des contradictions qui peuvent parfois paraître insolubles : il nous faut faire un choix dans des délais courts, dans une situation politique qui ne cesse d'évoluer. Apporter des réponses alors que toutes ne dépendent pas forcément de nous.

Le but de ce courrier n'est pas de rappeler le calendrier maintenant connu, mais de contribuer à éclaircir quelques points pour aider au bon déroulement de la consultation.

**a) Le texte discuté et adopté au cours de cette séance sera envoyé à tous les adhérents, avec l'intégralité des travaux du CN, par le biais d'un numéro spécial de Communistes.**

Il parviendra donc aux adhérents à la fin de la semaine. Des assemblées générales de section permettant aux communistes de s'informer de cette offre et d'en discuter, doivent être programmées partout.

Il convient cependant, sans attendre de la faire connaître à nos partenaires du Front de gauche, mais aussi à toutes celles et ceux qui ont intérêt à ce que les régions apportent des réponses novatrices face à la crise en étant des relais plus actifs de leurs luttes et de leurs aspirations.

**b) Toutes les conférences Régionales se tiendront les 7 ou 14 novembre.**

Les conseils départementaux devront se réunir préalablement pour élire, selon nos statuts, les délégué(e)s aux conférences Régionales.

Partout se travaillent des répartitions de délégués par fédération équitables et qui tiennent compte de la réalité de chaque région.

Le CN a fait des propositions en ce sens.

L'ordre du jour de ces conférences sera le suivant : discuter de l'offre nationale élaborée par le CN, en appréciant les possibilités de la conduire dans la région, formuler à partir de ces débats la proposition régionale qui sera soumise à la consultation des communistes de la Région..

A l'issue du débat, les conférences devront adopter le bulletin de vote qui sera envoyé aux communistes qui auront à se prononcer les jeudi 19, vendredi 20 et samedi 21 novembre.

Ce bulletin de vote comprendra, dans toutes les Régions, donc pour tous les communistes, un résumé de l'offre nationale de notre parti.

Il comprendra en dessous la proposition issue des débats de la conférence régionale, et, éventuellement, celles que la conférence n'aurait pas retenues, mais que les camarades qui les soutiennent souhaiteraient soumettre au vote.

Les bureaux des conférences veilleront à ce qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur le bulletin et donc aux yeux des communistes sur le choix majoritaire de la conférence.

**c) sur le vote**

Il aura lieu pour tous les 19 20 et 21 novembre : selon nos statuts, participent au vote les adhérents détenant la carte du parti communiste français depuis plus de trois mois avant la date du scrutin, à jour de leurs cotisations, c'est-à-dire pour les trois derniers mois, au moins, qui précèdent le scrutin.

Autrement dit pour un vote en Novembre il faut veiller à ce que le votant soit à jour jusqu'en Octobre au moins. Il a bien sûr la possibilité de se mettre à jour au moment du vote.

Je rappelle que pour permettre au vote de se dérouler dans des conditions de transparence optimales, les statuts prévoient à l'échelle de chaque région, la mise en place de commissions électorales désignée par le ou les exécutifs des territoires concernés. Les dispositions seront donc à prendre pour cela.

**d) Concernant les candidatures :**

Les CD, qui se réuniront tous avant chaque conférence, auront à élire le chef de file communiste de leur département et, éventuellement à formuler une proposition de chef de file Régional.

La conférence Régionale après avoir pris connaissance des propositions des CD, ratifiera, à l'issue du débat stratégique, les chefs de file départementaux et élira le chef de file Régional du parti.

A chaque étape, des CD aux conférences, il sera absolument nécessaire de veiller à la parité.

S'engageront alors les discussions avec nos partenaires pour le programme et la composition des listes.

Nous proposons que les discussions sur les têtes de liste régionaux se fassent en collaboration entre le CN et les Régions, celles sur les têtes de liste départementaux ( en l'élargissant aux 4 premiers de chaque liste) entre les Régions et les départements.

**e) le vote des communistes sur les candidatures**

Il interviendra à la fin des discussions entre les partenaires, portera sur les candidat(e)s proposé(e)s par le parti et sur la place qu'ils ou elles occuperont au sein des listes.

Il ne sera pas possible d'aboutir à des dates de vote communes pour tous les adhérents de toutes les Régions, le rythme n'étant évidemment pas le même d'une région à l'autre.

Toutes les listes devront cependant être ratifiées par les adhérents au début du mois de Janvier.